



Strasbourg, le 23 septembre 2022

PC-CP (2022) 6

**CONSEIL DE COOPÉRATION PÉNOLOGIQUE**

**(PC-CP)**

**30<sup>e</sup> réunion du Groupe de travail  
Strasbourg, 20-22 septembre 2022**

**RAPPORT DE RÉUNION SOMMAIRE**

**Document établi par la  
Direction générale Droits de l'homme et État de droit**

[www.coe.int/prison](http://www.coe.int/prison)

Courriel : [DGI-PC-CP@coe.int](mailto:DGI-PC-CP@coe.int)

## RÉSUMÉ ET DÉCISIONS PRISES

Le Groupe de travail du PC-CP :

- a souhaité la bienvenue à ses membres et aux experts scientifiques ainsi qu'aux délégués de la Belgique, de la France, de l'Allemagne, de la République de Moldova et des Pays-Bas et aux représentants de la Commission européenne, de la CEP, d'EuroPris, de l'ICPA et du EFRJ ;
- a souhaité la bienvenue à Carlo Chiaromonte, Chef de la Division du droit pénal et de la lutte contre le terrorisme, et a pris note des dernières informations concernant la situation politique et budgétaire au Conseil de l'Europe et les travaux du CDPC relatifs en particulier à la prochaine réunion de son Bureau (12-13 octobre 2022, Venise) et à sa réunion plénière (28-30 novembre 2022, Strasbourg) ;
- a adopté son ordre du jour (voir l'Annexe I) et son ordre des travaux et pris note du rapport sommaire de sa 29<sup>e</sup> réunion, document PC-CP(2022)3 ;
- a pris note des informations communiquées par sa Secrétaire, Iliana Taneva, concernant les derniers développements liés à la réunion de rédaction des experts scientifiques sur l'IA, tenue les 30 et 31 août 2022, et les ajouts au livre blanc sur la santé mentale de la Comité directeur pour les droits de l'homme dans les domaines de la biomédecine et de la santé (CDBIO) ;
- a examiné et révisé le projet de Livre blanc sur la gestion des auteurs d'infractions présentant des troubles mentaux. À l'issue de la réunion, le projet de texte est prêt pour être finalisé par le CDPC à sa réunion plénière de novembre 2022. Est convenu que sa présidente enverrait un courriel à tous les participants inscrits à la réunion plénière du PC-CP pour attirer leur attention sur la nécessité d'établir la version définitive de ce texte en priorité. A renouvelé sa proposition tendant à recommander au CDPC, à titre d'étape suivante, la rédaction d'un projet de recommandation du CM sur ce sujet, compte tenu de l'importance du sujet et des travaux accomplis à ce jour ;
- a remercié les experts scientifiques des travaux qu'ils ont menés en août, a noté qu'un seul d'entre eux assisterait à la réunion plénière du PC-CP d'octobre et a examiné le projet de recommandation sur l'IA et formulé des observations et des propositions à son sujet ;
- a noté que le CAI ne s'était pas encore mis d'accord sur les définitions ni sur le texte du futur instrument juridique général et qu'en conséquence, tous les travaux actuels devaient encore être alignés sur les résultats des travaux du CAI, ce qui signifie que le produit final sera prêt pour adoption à la fin de 2023 ;
- a noté qu'il s'agissait d'un premier projet de recommandation qui serait examiné par le PC-CP en réunion plénière et a reconnu que, faute de temps pour achever la révision de l'ensemble du document lors de sa réunion, il serait préférable de présenter la version du texte d'août 2022 à l'examen du PC-CP réuni en plénière ;
- a en outre accepté que l'ensemble des observations et des suggestions d'ordre rédactionnel faites lors de sa réunion ainsi que l'ensemble de celles qui seraient faites lors des réunions plénières du PC-CP et du CDPC soient dûment prises en compte et examinées lors de sa réunion de février 2023 ;
- a aussi décidé d'inviter Fernando Miro, expert scientifique, à intervenir lors de la réunion plénière du PC-CP afin que les délégations soient informées de la structure et de la teneur du texte de manière claire et concise et que la présidente inviterait les délégations en temps utile avant la réunion à préparer leurs observations et positions sur le projet de texte afin de recueillir le plus grand nombre de suggestions possible ;
- a discuté de l'organisation générale de la 27<sup>e</sup> CDPPS (21-22 juin 2022, Séville, Espagne) et de ses résultats et décidé que certains sujets tels que la formation et le perfectionnement du personnel et la conception des établissements pénitentiaires devraient demeurer à l'ordre du jour du PC-CP en tant que questions essentielles et que l'approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes devrait faire partie des discussions dans tous les ateliers et non pas être un sujet distinct ;

- a souhaité la bienvenue à Jochen Goerdeler, délégué de l'Allemagne, qu'il a remercié d'avoir pris le temps d'assister à la réunion et de discuter de la 28<sup>e</sup> CDPPS (6-7 juin 2023, Berlin). A pris note des informations communiquées par M. Goerdeler concernant le lieu et l'état d'avancement des travaux préparatoires ainsi que de la réunion, la semaine suivante, des directeurs des administrations pénitentiaires des 16 Länders allemands et d'une autre réunion prévue en avril 2023. Ces réunions seront l'occasion d'examiner la proposition de présentation du système allemand à la conférence et notamment les modalités d'organisation ;
- a discuté des sujets et contenus possibles de la Conférence et de son titre éventuel et décidé de revenir sur cette question à sa réunion plénière une fois connu le résultat des discussions menées lors de la réunion allemande ;
- a pris note des exposés des représentants de ses observateurs : EuroPris, ICPA et EFRJ, notamment des suites données à la Déclaration de Venise des Ministres de la Justice adoptée en décembre 2021 sous la présidence italienne du Comité des Ministres, ainsi que de l'intervention de Pedro Das Neves, IPS Innovation Prison Systems, BSAFE LAB, laboratoire d'application de la loi, de la justice et de la sécurité publique ;
- a pris note de la présentation de Natalia Brady sur la nouvelle plateforme de partage des connaissances de la Cour européenne des droits de l'homme ;
- a pris note des informations données en retour par sa présidente et sa vice-présidente ainsi que par l'ICPA au sujet des événements récents au cours desquels les activités du PC-CP ont été présentées ou des événements au cours desquels elles le seront ainsi que de la prochaine conférence annuelle de l'ICPA et de la conférence de l'année prochaine qui se tiendra de nouveau à la fin du mois d'octobre, cette fois-ci en Belgique. A pris note de la proposition de présentation conjointe du Conseil de l'Europe, d'EuroPris et du CEP visant à promouvoir les normes européennes lors de ce forum professionnel mondial ;
- le nombre total de participants s'est élevé à 29 selon la liste finale des participants : 16 femmes et 13 hommes. La présidente, la vice-présidente ainsi que 3 des 9 membres élus du GT PC-CP sont des femmes, de même qu'un des 3 experts scientifiques ;
- au cours de la réunion, la rapporteure pour l'égalité de genre a donné des informations sur la formation destinée à l'ensemble des rapporteur-e-s pour l'égalité de genre des différents comités du Conseil de l'Europe qui aura lieu en novembre 2022. Elle a également fait part de la mise à jour du Manuel destiné aux rapporteur-e-s pour l'égalité de genre, lancé en juillet 2022 par le Conseil de l'Europe ;
- la perspective de genre a été prise en compte lors de la discussion du programme de la prochaine CDPPS (juin 2023, Berlin). Les participants sont convenus que la dimension de genre devait être incluse dans tous les ateliers, car elle touche tous les sujets de la conférence de manière transversale. Par exemple, le projet actuel de recommandation sur l'intelligence artificielle mentionne, dans son article 3, le risque d'apparition ou d'intensification des préjugés existants, y compris les préjugés liés au genre. La perspective de genre a également été prise en compte lors de l'élaboration du projet de livre blanc sur la gestion des auteurs d'infractions présentant des troubles mentaux. À cet égard, certaines recommandations soulignent la nécessité d'évaluer et de traiter les besoins spécifiques des femmes atteintes de troubles mentaux en prison et/ou en probation ;
- a décidé de tenir ses prochaines réunions du 7 au 9 février 2023 et du 3 au 5 avril 2023 à Strasbourg.

**ORDRE DU JOUR**

	<b>1. Ouverture de la réunion</b>
	<b>2. Adoption de l'ordre du jour et de l'ordre des travaux</b>
PC-CP(2022)3	<b>3. Rapport sommaire de la 29<sup>e</sup> réunion du Groupe de travail du PC-CP (19-20 juin 2022)</b>
CDPC(2022)6 CDPC-BU(2022)2	<b>4. Informations fournies par le Secrétariat</b>
Site internet	<b>5. Résultats et suivi de la 27<sup>e</sup> CDPPS (21-22 juin 2022, Séville, Espagne)</b>
PC-CP(2021)17Rév5 (en anglais uniquement) Projet Recommandation CM	<b>6. L'intelligence artificielle et son utilisation par les services pénitentiaires et de probation</b>
PC-CP(2021)8Rév8 Livre blanc	<b>7. Prise en charge des détenus présentant des troubles mentaux en prison et sous probation</b>
	<b>8. 28<sup>e</sup> CDPPS (Berlin, 6-7 juin 2023)</b>  Discussion avec un représentant du Ministère fédéral de la Justice, Allemagne
Présentation (en anglais)	<b>9. Dix ans d'expérience de travail avec des groupes d'experts</b>  Présentation par Gustav Tallving & Justina Dzienko, Organisation européenne des prisons et des services correctionnels (EuroPris)
Présentation (en anglais)	<b>10. La Belle et la Bête : Réflexion sur les opportunités générées par la recherche, la réglementation et l'utilisation intelligente de l'IA par la justice pénale</b>  Pedro Das Neves, IPS Innovation Prison Systems, BSAFE LAB Laboratoire d'application de la loi, de la justice et de la sécurité publique
Présentation (en anglais)	<b>11. L'avenir proche des services correctionnels : Ne jamais gaspiller une bonne crise !</b>  Présentation par Hans Meurisse, Association internationale des prisons et des services correctionnels (ICPA)
Présentation (en anglais)	<b>12. La Déclaration de Venise et les événements à venir concernant l'utilisation de la justice réparatrice en matière pénale</b>  Présentation par Edit Törz, Forum européen pour la justice réparatrice (EFRP)

Présentation (en anglais)	<b>13. La nouvelle plateforme de partage des connaissances de la CEDH</b> Présentation par Natalia Brady, Cour européenne des droits de l'homme
	<b>14. Retour d'informations suite à la participation à d'autres réunions</b>
	<b>15. Parité des genres</b>
	<b>16. Questions diverses</b>
	<b>17. Dates et ordre du jour des prochaines réunions</b>

**LIST OF PARTICIPANTS**  
**LISTE DES PARTICIPANTS**

**MEMBER STATES / ÉTATS MEMBRES**

**BELGIUM / BELGIQUE**

Werner VANHOUT, Conseiller-général, SPF Justice, Direction-générale des Établissements Pénitentiaires, Direction Services Médicaux et Psychosociaux

**FRANCE**

Frédéric HANKUS, Adjoint au chef de département - chef d'unité exécution des peines du département des politiques d'insertion, de probation et de prévention de la récidive, Direction interrégionale des services pénitentiaires Strasbourg Grand Est

Daniel DANGLADES, Conseiller pénitentiaire d'insertion et de probation, pôle du développement des mesures, département parcours des peines, administration centrale

**GERMANY / ALLEMAGNE**

Jochen GOERDELER, Legal Officer, Federal Ministry of Justice and Consumer Protection

**REPUBLIC OF MOLDOVA / RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA**

Ludmila GOREA, Senior specialist of the Analytical and Planning Directorate (ANP), Ministry of Justice

Liuba JIGNEA-SUVEICA, Deputy Director, National Administration of Penitentiaries (ANP), Ministry of Justice

**NETHERLANDS / PAYS-BAS**

Jeroen DE JONG, National Agency of Correctional Institutions (DJI), Legal Affairs Division

**WORKING GROUP OF THE COUNCIL FOR PENOLOGICAL CO-OPERATION / GROUPE DE TRAVAIL**  
**DU CONSEIL DE COOPÉRATION PÉNOLOGIQUE**  
**(PC-CP)**

Annie DEVOS, **Vice-présidente du PC-CP**, Administratrice générale des Maisons de Justice, Fédération Wallonie-Bruxelles

Vivian GEIRAN (**Apologised / Excusé**), Adjunct Assistant Professor, School of Social Work & Social Policy, Trinity College

Manfred KOST, (Dr, LL.M), Ministerialdirigent, Head of Department C - Justice and Law Enforcement, Social and Probationary Services Saarland - Ministry of Justice, Germany

Dominik LEHNER, KoFako, Switzerland

Maria LINDSTRÖM, Office for International Affairs, Head of Security Planning Unit, Swedish Prison

Jorge MONTEIRO (**Apologised / Excusé**), Head of Service, Directorate-General of Reintegration and Prison Services, Lisbon, Portugal

Laura NEGREDO LÓPEZ, Deputy Assistant Director-General of Open Regime and Alternative Sanctions, General Secretary of Penitentiary Institutions, Spain

Nadya RADKOVSKA, **Chair of the PC-CP**, Head, Department for International Relations and Training of Staff, General Directorate Execution of Sentences, Ministry of Justice, Bulgaria

Paulina TALLROTH, (Dr), Government Counsellor, Department for Criminal Policy and Criminal Law, Unit for Crime Prevention and Sanctions, Ministry of Justice, Finland

**SCIENTIFIC EXPERTS / EXPERTS SCIENTIFIQUES**

Håkan KLARIN, CIO IT-Director, Prison and Probation Services, Sweden  
Pia PUOLAKKA, Project Manager, Smart Prison Project, Criminal Sanctions Agency, Finland

**OTHER PARTICIPANTS / AUTRES PARTICIPANTS**

Katharine WRIGHT (**remotely / à distance**), Assistant Director, Nuffield Council on Bioethics (United Kingdom)

**CONFEDERATION OF EUROPEAN PROBATION / CONFÉDÉRATION DE LA PROBATION EUROPÉENNE (CEP)**

Willem VAN DER BRUGGE, Secretary General

**EUROPEAN FORUM FOR RESTORATIVE JUSTICE (EFRJ) / FORUM EUROPÉEN POUR LA JUSTICE RÉPARATRICE (EFRP)**

Emanuela BIFFI, Programme coordinator  
Edit TÖRZS, Executive Director

**EUROPEAN UNION / UNION EUROPÉENNE**

Manon BAERT, Legal Affairs Trainee, Delegation of the European Union to the Council of Europe

**EUROPEAN ORGANISATION OF PRISON AND CORRECTIONAL SERVICES (EuroPris)**

Justina DZIENKO, Deputy Director  
Gustav TALLVING, Executive Director

**INTERNATIONAL CORRECTIONS AND PRISONS ASSOCIATION / ASSOCIATION INTERNATIONALE DES PRISONS ET DES SERVICES CORRECTIONNELS (ICPA)**

Hans MEURISSE, Vice-president of ICPA

Pedro DAS NEVES, Director, IPS Innovative Prison Systems, JUSTICE TRENDS Magazine, BSAFE LAB Law Enforcement, Justice and Public Safety Lab, UBI University, ICPA International Corrections and Prisons Association

**OTHER COUNCIL OF EUROPE BODIES / AUTRES ORGANES DU CONSEIL DE L'EUROPE  
EUROPEAN COMMITTEE FOR THE PREVENTION OF TORTURE AND INHUMAN OR DEGRADING  
TREATMENT OR PUNISHMENT (CPT) / COMITÉ EUROPÉEN POUR LA PRÉVENTION DE LA TORTURE  
ET DES PEINES OU TRAITEMENTS INHUMAINS OU DÉGRADANTS (CPT)**

Hugh CHETWYND (**Apologised / Excusé**), Head of Division, Secretariat of the CPT / Chef de Division, Secrétariat du CPT

**EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS (ECHR) / COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME (CEDH)**

Kresimir KAMBER (**Apologised / Excusé**), Lawyer / Juriste, Registry of the European Court of Human Rights / Greffe de la Cour européenne des droits de l'homme

Natalia BRADY, Knowledge Sharing Unit Coordinator, Directorate of the Jurisconsult, European Court of Human Rights

**SECRETARIAT OF THE COUNCIL OF EUROPE / SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE**  
**DIRECTORATE GENERAL I / DIRECTION GÉNÉRALE I**

**Department of Social Rights / Service des droits sociaux**

Diana BALANESCU, Lawyer / Juriste

**HUMAN RIGHTS AND RULE OF LAW / INFORMATION SOCIETY AND ACTION AGAINST CRIME**  
**DIRECTORATE / DROITS DE L'HOMME ET ÉTAT DE DROIT / DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ DE**  
**L'INFORMATION ET DE LA LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ**

**Criminal Law Division / Division du droit pénal**

Carlo CHIAROMONTE

**Head of Criminal Law and Counter-Terrorism / Chef du Droit Pénal et de l'Anti-Terrorisme**

**Secretary to the CDPC / Secrétaire du CDPC**

Iliana TANEVA

**Secretary to the PC-CP / Secrétaire du PC-CP**

Christine COLEUR

**Assistant / Assistante**

Cassandre LEDUC

**Trainee / Stagiaire**

**INTERPRETERS / INTERPRÈTES**

Katia DI STEFANO

Pascale MICHLIN

Christine TRAPP-GILL